

Maison Africaine

Belgique/Belgie
P.P.
Bruxelles 5
BC3204

UNE COOPÉRATION EN CONSTANTE RÉFLEXION



*La Comtesse André Ryckmans,
50 années d'engagement, de détermination et de
coopération au développement*



*Professeure Faïk-Nzuji,
50 années d'enseignement, de conviction et de
service à la communauté*



TRIMESTRIEL

UNE COOPÉRATION EN CONSTANTE RÉFLEXION

SOMMAIRE — JUIN 2011

- 
- | | |
|-------|--|
| P. 3 | Edito |
| P. 4 | Témoignage - Comtesse André Ryckmans : Vers une coopération plus efficace et participative |
| P. 8 | Témoignage - Professeure Faïk Nzuji : Faire confiance à l'Afrique |
| P. 13 | Projet : Mobilité Congo |
| P. 14 | Kuenda Mbote, Sœur Françoise |
| P. 15 | 50 ans de Maison, sous le Haut Patronage de la Reine Fabiola |

« La coopération doit être un instrument mutuel et réciproque. Un vrai échange doit se faire entre les partenaires pour aboutir à un résultat probant et efficace »

Le monde fonctionne sur le principe de « chacun pour soi ». Quel est ce grand amour de son prochain qui ferait qu'une mère ou un père abandonne ses propres enfants pour aller soigner les enfants de son voisin ?

« Je pense qu'aucun développement réel ne peut se faire que par et avec les populations bénéficiaires »

Un Belge au chômage en Belgique refuserait-il une proposition d'emploi au Congo sous prétexte que ce n'est pas le moment de quitter son pays?

« Tout cela doit pouvoir se faire en parallèle avec les cultures et la tradition. Cela concerne tous les secteurs que ce soit celui de la santé, de l'enseignement ou de l'agriculture »

Edito



Chères Lectrices,
Chers Lecteurs,

Les relations Nord - Sud - Est – Ouest ont considérablement changé ces dernières décennies. L'avènement de l'informatique et en particulier l'explosion d'Internet et des moyens de communication font de notre terre un village qui, au fur et à mesure qu'il se rétrécit, renforce la diversité de ses composantes.

La Coopération au développement a subi le même sort. Kinshasa est à deux pas de Bruxelles, New York ou Shanghai. Et pourtant! Qu'est-ce que l'Afrique a retiré de cette mondialisation? Qu'est-ce que la Coopération au développement offre de plus aujourd'hui qu'hier? Des outils, du personnel, de l'argent, ...? Quel est, pour l'Afrique, le résultat de ces changements qui ont autant bouleversé les rapports entre les personnes que la vitesse de développement?

Nous avons la chance et le plaisir de vous présenter dans ce numéro deux visions de la Coopération au développement. Deux points de vue en même temps différents et compatibles. Le premier entretien insiste sur l'importance d'adapter les outils de la coopération à l'évolution des cultures et des gens. Le second établit un lien entre les individus et le groupe auquel ils appartiennent : le développement et le bien-être personnel sont une condition au développement et au bien-être collectifs.

Je tiens à remercier la Comtesse André Ryckmans et la Professeure Faïk-Nzuji pour leur étroite collaboration à la rédaction de ce numéro. Leur expérience nous éclaire bien entendu sur la coopération au développement, mais également sur l'évolution des relations entre les Hommes, sur la nécessité que chaque femme et chaque homme travaille avant tout à son développement individuel et familial. La collaboration entre les continents est à ce prix.

Thierry Van Pevenage
Directeur



La Comtesse André Ryckmans Vers une coopération plus effi- cace et participative

Comment voyez-vous, en Belgique, la coopération au développement ?

Créée dans les années 1960 après l'indépendance du Congo, la coopération au développement en Belgique a une importance considérable. Que ce soit dans les accords d'Etat à Etat ou via les organisations internationales ou encore les « organisations non gouvernementales », beaucoup de monde s'y consacre.

La conception de la coopération a fortement évolué au cours du temps. Au début, on parlait d'assistance technique, puis d'aide au développement, ensuite coopération au développement. Aujourd'hui, l'évolution principale, c'est la notion de partenariat. La Belgique est un pays qui subsidie largement les ONG dans leur travail.

Alors pourquoi tout ce changement ? Pendant des années, dans certains pays, nous avons pris des décisions uniquement en accord avec le gouvernement

La Comtesse André Ryckmans,

Présidente du Conseil d'administration de la Maison Africaine.

Femme très active, engagée dans plusieurs associations, elle a travaillé pour la coopération belge pendant 50 ans.

Enseignante de 1970 à 1985 dans l'enseignement technique supérieur, elle fut également membre du parlement belge durant 7 ans et Présidente du CNCD. Elle est actuellement Présidente du Fonds André Ryckmans qui gère des microprojets en Afrique et en Amérique du Sud.

Madame Ryckmans est mère de 5 enfants et grand-mère de plusieurs petits enfants.



de manière autoritaire et arbitraire - si je puis dire - décisions qui ne correspondaient pas toujours aux besoins réels de la population et ne reflétaient pas non plus la réalité sur le terrain. D'où l'échec de certains projets et de certaines actions qui n'ont pas porté de fruits. Tout ceci a provoqué peu à peu cette avancée vers la notion de partenariat qui exige désormais des pays bénéficiaires le respect d'un certain nombre de conditions.

C'est une réflexion qui a été menée aussi au niveau européen et international pour imposer des conditions à l'aide à la coopération dans le but



d'obtenir de meilleurs résultats. A savoir : une bonne gouvernance, la consultation de la population civile, l'adhésion des partenaires, l'implication des femmes dans les projets et programmes, etc.



Sénégal, formation de femmes à des activités rémunératrices.

Certains disent que l'Afrique ne se développera pas tant que les puissances occidentales (et autres) s'en mêleront. Quel est votre avis à ce sujet ?

L'aide provoque t-il le développement ? Cela n'est pas toujours vérifié. Certaines conditions permettent d'éviter cet écueil : que les demandes soient profondément étudiées et orientées, qu'elles soient objectives, raisonnables et adaptées. S'assurer que l'argent sera bien employé, que les instruments, le matériel soient utiles et pratiques, qu'ils puissent être réparés, entretenus, remplacés, etc. Il faut mettre l'accent sur la formation que ce soit pour la formation des cadres, la formation aux petits métiers, la formation à la gestion de projets. C'est fondamental. Enfin, il faut compter sur un réel investissement et profond engagement des pouvoirs publics du pays et de la population civile.

Pour moi, la coopération doit être un instrument mutuel et réciproque. Un vrai échange doit se faire entre les partenaires

pour aboutir à un résultat probant et efficace.

Nous demandons ainsi de travailler toujours avec une structure c'est-à-dire un groupe de population locale, une collectivité (un groupement de femmes, un village, une organisation de base, etc.). Jamais avec un individu seul. Je pense que si toutes ces conditions sont réunies, l'aide devrait pouvoir provoquer un changement positif.

Cela dit, je considère quand même que les choses s'améliorent. On apprend toujours de ses erreurs. Il faut donc continuer l'aide à la coopération mais adapter les méthodes. Evoluer vers un système plus efficace et durable, plus participatif. Je pense qu'aucun développement réel ne peut se faire que par et avec les populations bénéficiaires.

J'insisterai aussi sur le respect des cultures. Vous savez, aujourd'hui on demande beaucoup de choses en garantie de ces soutiens au développement. Je pense entre autres au respect de l'environnement, au respect des femmes et au respect des droits de l'homme. Tout cela doit pouvoir se faire en parallèle avec les cultures et la tradition. Cela concerne tous les secteurs que ce soit celui de la santé, de l'enseignement ou de l'agriculture. Et c'est valable partout où l'aide est accordée. En Amérique latine, en Asie ou en Afrique, c'est la même exigence qui est demandée. Je pense que l'Afrique est un problème au point de vue culturel : elle



Lemba, RDC. Réunion de formation des femmes



évolue rapidement et doit s'adapter au monde moderne. Parmi ses coutumes, ses traditions, il existe des aspects intéressants dont nous devrions prendre exemple : la solidarité, l'attention portée aux enfants, la solidité des liens familiaux et claniques, mais aussi d'autres à combattre telles que les mutilations génitales de la jeune fille, le mariage forcé, la non-scolarisation des jeunes filles et le déni des droits de la femme. C'est certain, ce sont des pratiques qu'il faut dénoncer. Il faut apprendre aux femmes et aux enfants à tirer le meilleur de leurs cultures et traditions.

Au sujet des graves exactions (viols et mutilations) qui actuellement se passent dans la région des Grand Lacs, il faut dire avec force que ce n'est pas un phénomène culturel mais bien une conséquence des guerres, de la puissance de l'argent et des armes.

Depuis une quinzaine d'année, lors des réunions de travail, nous avons mis l'accent sur la présence des femmes, nous les avons intégrées dans les prises de décision, nous les avons associées aux projets de développement car nous considérons que le développement d'une société, en l'occurrence la société africaine, se fera toujours avec les femmes.

Je vais vous donner un exemple concret : pendant 15 ans, j'ai travaillé avec des femmes à Lemba, un village près de Kinshasa. Nous avons mené de larges opérations de développement qui consistaient à les former aux petits métiers, à

la gestion, à la responsabilité, à la protection de leurs droits, aux techniques, etc. Ce sont des savoirs, des compétences indispensables au bon fonctionnement d'un projet mais aussi de leur famille et de leur société. Nous avons également créé un système d'épargne avec ces femmes pour leur permettre de valoriser leur travail en économisant de l'argent pour le réinjecter dans du matériel (machines à coudre, outils aratoires, etc.) en vue de rendre durables leurs activités qui génèrent des revenus pour elles et ceux dont elles qui ont la charge. Ce travail s'est fait uniquement avec des animatrices congolaises.



RDC, Lutendele, activité agricole rémunératrice lancée par un micro crédit.

Décerné depuis 1963, le Prix André Ryckmans est destiné à encourager une personne qui a travaillé dans une optique constructive pour les pays en développement. Les 3 derniers prix ont été attribués à :

- 2006 : Elise Muhemuzi, Secrétaire exécutive du Conafed
- 2008 : Claude Makonga, travail de reconstruction et d'animation au Maniema
- 2010 : - Jacques Vander Stichelen, les enfants abandonnés et orphelins de Port au Prince
- - Enofam, association d'éducation et de promotion de l'autonomie des femmes en Haïti



Les Africains non boursiers qui sont venus étudier en Belgique/Europe n'ont-ils pas peur de retourner dans leur pays ? Peur de ne pas être à la hauteur, peur de la famille... ?

Quel est votre sentiment sur ce plan (culturel, économique, familial, social...) par rapport aux Africains surdiplômés qui ne retournent pas dans leur pays d'origine ?

La Belgique s'est orientée vers les bourses de troisième cycle, c'est-à-dire les formations universitaires ou post-universitaires (doctorats, formations complémentaires, stages, etc.). Renforcer le système de bourse, accentuer la formation est nécessaire dans la mesure où ces gens n'ont pas accès à la formation chez eux ou à une formation complémentaire à celle déjà reçue dans leur pays. Exemple : un médecin doit pouvoir bénéficier d'une formation spécialisée. Malheureusement, il y a des diplômés qui ne retournent pas dans leur pays. Ca, c'est un vrai problème, mais il y a plusieurs raisons à cela. Je dirais qu'il y a un manque d'organisation de la part des pouvoirs en place pour accueillir ces élites. Nous, nous voulons qu'ils retournent travailler dans leur pays, mais pour cela, il faut qu'il y ait des structures ad hoc pour accueillir ces jeunes et les intégrer. Il faut mettre l'accent sur la recherche d'emploi afin de leur offrir un emploi correct à la hauteur de leur formation. Il y a des métiers qui exigent une infrastructure spécifique pour pouvoir être exercés convenablement. C'est le cas par exemple d'un chercheur. Il en est de même des juristes, journalistes, etc.

Il n'est pas logique que ces étudiants s'installent dans d'autres pays et que leur savoir, leurs compétences ne profitent pas à leur pays. C'est une véritable « fuite des cerveaux » pour l'Afrique et cela doit changer.

Un vrai échange doit se faire entre les partenaires pour aboutir à un résultat probant et efficace

Présidente de la Maison Africaine depuis plusieurs années, vous connaissez très bien cette association. Un petit mot à ce sujet ?

La Maison Africaine accueille des étudiants depuis 50 ans. Je pense - vu le coût du logement privé - que c'est un support indispensable pour ces Africains qui viennent étudier en Belgique. C'est aussi important qu'ils soient accueillis dans un cadre comme le nôtre. Et cela avec le soutien de la Coopération belge.

Nous luttons aussi pour une « gouvernance » et donc une administration plus efficace en Afrique. Empêcher le pillage des richesses de ces pays et la corruption dont sont complices les pays du Nord.

Depuis, bien des progrès ont été réalisés tel que le projet d'aide à la recherche d'emploi en accord avec des chefs d'entreprise en Afrique, le projet tutorat qui donne un sacré coup de pouce à près de 150 élèves par an, etc.

Fin de l'entretien.

Safiatou Gnanou, notre reporter, conclut par ces mots : « En fait, l'Afrique ne se développera que par les Africains eux-mêmes. Personne ne viendra le faire à leur place ».

Et la Comtesse André Ryckmans d'insister : voilà une excellente conclusion.



Professeure Faïk-Nzuji Faire confiance à l’Afrique

Quel est votre sentiment sur le plan (culturel, économique, familial, social...) par rapport aux Africains surdiplômés qui ne retournent pas dans leur pays d’origine, eu égard aux deux exemples suivants ?

Un Congolais (médecin, enseignant, ingénieur etc.) s’installe en Belgique, trouve du travail et fait venir son épouse et ses enfants.

Un Belge trouve du travail au Congo et s’y installe avec sa famille.

Difficile de répondre à une telle question ! Si on se réfère aux *Droits de l’homme*, on devrait accepter que tous les humains ont le droit d’habiter où ils veulent, quand ils veulent et à n’importe quelle période de leur vie. Il n’y a pas d’un côté ceux qui ont le droit d’aller ou d’habiter où ils veulent librement, et de l’autre, ceux qui ne peuvent le faire que sous conditions ou qui doivent justifier leur choix. Oui, il arrive qu’on trouve

Super journée que ce mercredi 25 mai ! Je prends le train direction Louvain-La-Neuve. Après quelques zigzags dans les ruelles de la cité - sous un soleil rayonnant - je finis par trouver mon chemin pour être généreusement accueillie avec une boisson rafraîchissante et des petits biscuits. Par une telle chaleur, cela fait du bien. Cette interview a été réalisée dans le bureau de Madame Faïk, magnifique pièce dotée d’une impressionnante bibliothèque.



Photo : Christelle Faïk

Professeure Faïk-Nzuji est mariée, mère de cinq enfants et grand-mère de sept petits-enfants. Elle a commencé sa carrière à l’Université de Lovanium, à Kinshasa.

De 1967 à 1978 elle a travaillé à Lubumbashi (RDC). Ensuite, en famille, elle a passé deux ans au Niger où elle a enseigné à l’Université de Niamey. Arrivée en Belgique en 1980, elle a poursuivi sa carrière à l’U.C.L. (1981 à 2007). C’est en 2007 qu’elle accède à l’éméritat. Madame Faïk est une personne très cultivée, très ouverte et directe.



des « Congolais surdiplômés » en Belgique, comme on trouve des Belges sous-diplômés ou médiocres au Congo. Toutes les catégories existent partout. Belge ou Congolais, chacun essaie de se débrouiller là où il vit. Tout le monde, indifféremment, a le droit de chercher les meilleures conditions pour son bien-être. Je connais aux Etats-Unis et au Canada des Belges qui ont très bien réussi dans des domaines intéressants, alors qu’ici, ils étaient méconnus par leurs propres compatriotes et vivaient dans l’anonymat. Pense-t-on aller leur demander pourquoi ils ne reviennent pas en Belgique pour « rendre service à leur pays » ? Au niveau de leurs familles restées en Belgique, ils sont plutôt l’objet de fierté que de blâme. Une émission leur est même consacrée tous les dimanches. Pourquoi l’Africain, lui, doit-il avoir honte de vivre en Europe ? Enfin, tout cela reste difficile à juger. Belge ou Congolais, contribuer à la bonne marche de son pays est un devoir civique pour tous les citoyens. N’est-ce pas les Juifs de la diaspora qui ont créé Israël ? Un Belge au chômage en Belgique refuserait-il une proposition d’emploi au Congo sous prétexte que ce n’est pas le moment de quitter son pays qui, depuis un an, n’arrive pas à former un gouvernement ? J’ai parfois l’impression qu’on demande aux Africains de faire des sacrifices qui ne passeraient même pas à l’esprit d’un Occidental.



© www.cemcis.org

Certains disent que l’Afrique ne se développera pas tant que les puissances occidentales (et autres) se mêleront de son développement. Quel est votre avis à ce sujet ?

Si on interroge l’histoire, on peut constater que là où sont passées celles que vous appelez « puissances occidentales », les populations locales n’ont pas été considérées comme « développées » par ceux-ci mêmes qui disaient être venus pour les développer.

C’est très exact ! Le monde fonctionne sur le principe de « chacun pour soi ». Quel est ce grand amour de son prochain qui ferait qu’une mère ou un père abandonne ses propres enfants pour aller soigner les enfants de son voisin ? Ce qui n’est pas possible au niveau des individus ne l’est pas non plus au niveau des pays. Y a-t-il une raison particulière pour qu’un pays laisse de côté ses propres problèmes pour aller résoudre les problèmes qui se passent à cinq mille kilomètres ?



Quel est ce pays philanthropique ? Personnellement, je ne connais pas un pays africain qui s'est développé grâce à la colonisation ou à une aide quelconque venant de l'étranger. Cela existe peut-être, mais moi, je n'en connais pas personnellement. On parle de temps en temps d'une ONG ou d'une asbl qui marche. Mais elles « marchent » dans les pays qui, justement, sont meurtris et pa-taigent. Et puis, une ONG ou une asbl n'est pas l'Afrique.

Si on interroge l'histoire, on peut constater que là où sont passées celles que vous appelez « puissances occidentales », les populations locales n'ont pas été considérées comme « développées » par ceux-ci mêmes qui disaient être venus pour les développer. Écoutons ce que nous apprend la linguistique. Plusieurs décennies après l'introduction de la « civilisation » en Afrique, dès le lendemain de l'acquisition des indépendances, les pays africains sont, du coup, devenus des « pays sous-développés », puis « tiers-monde », puis « en voie de développement ».

Aujourd'hui, je ne sais pas vous dire si les pays d'Afrique sont comptés parmi les « pays émergents ». Pour ma part, l'expression « pays submergés » leur conviendrait bien. Si on regarde plus loin, les Australiens natifs sont toujours des Aborigènes, les Américains natifs sont toujours les Indiens d'Amérique, etc. Ceci dit, le développement de l'Afrique dépend aussi de l'évolution interne des cultures fondamentales. Mais je n'aborde pas ce sujet ici. Je viens de terminer la rédaction d'un ouvrage consacré aux cultures fondamentales du Congo.



Et la pauvreté de l'Afrique... ?

Quand on qualifie certains pays africains de pauvres, ça n'est pas toujours vrai. *[J'ai ici été directement reprise par Mme Faïk quand je lui ai dit que je venais d'un pays pauvre, le Burkina Faso]*. Votre pays n'est pas pauvre, enchaîne-t-elle. Les notions de richesse et de pauvreté sont relatives. La qualité humaine, le respect de la personne, l'humanité, la créativité, etc. sont des richesses que l'on ne doit pas sous-estimer. Par exemple, les pays européens comme la Hollande, la Belgique... organisent des voyages en Afrique avec des jeunes Européens, encadrés par des éducateurs.



Ces jeunes n’ont pas de sens à leur vie, ils sont difficiles, certains se droguent ou sont en voie de délinquance. Ils vont travailler avec des jeunes d’Afrique à construire des écoles, des latrines ou autre chose. Sur place, ils découvrent d’autres richesses qui donnent sens à leur vie : l’accueil, l’amitié, le partage, la générosité, le sens de la famille, le respect de l’étranger et bien d’autres valeurs humaines qu’ils ne soupçonnaient pas et qui leur permettent d’apprendre autre chose, de comparer et d’évaluer les valeurs de leur propre culture. Quand ils rentrent en chez eux, ils sont transformés. Certains n’ont même plus envie de rentrer en Europe.



Qui est riche ? Qui est pauvre ? Mais, ce qui est choquant, c’est quand on entend dire qu’ils sont allés aider les Africains ! Qui a aidé qui ? Y a-t-il une richesse plus importante que le sens qu’on donne à une vie ?



Nos ancêtres ne se concevaient pas comme pauvres en terme de communauté avant le contact avec les nations occidentales. Ils cultivaient les champs, pêchaient, chassaient... Ils mangeaient à satiété. Si vous lisez les livres écrits par les premiers explorateurs, tous parlent de villages prospères, avec des gens robustes et en bonne santé. C’est même cette santé qui a fait qu’on vienne les

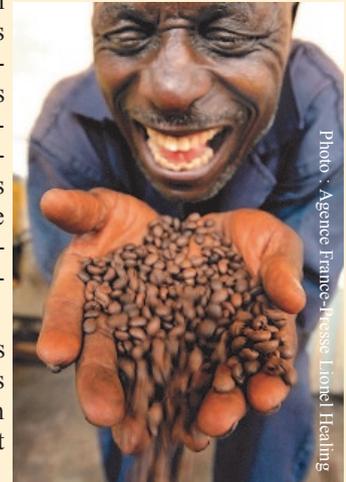


Photo : Agence France-Press, Lionel Heining

Un Belge au chômage en Belgique refuserait-il une proposition d’emploi au Congo sous prétexte que ce n’est pas le moment de quitter son pays?

chercher pour exécuter comme esclaves les travaux qu’aucun autre peuple n’avait la force d’accomplir. Comment donc peut-on, du coup, parler de pauvres, sous-développés et d’autres qualificatifs qu’on leur attribue aujourd’hui ?

La richesse de l’Afrique, c’est aussi ces « pauvres femmes », ces « pauvres hommes » qui continuent malgré tout à garder leur dignité ; qui vivent dans les villages en accordant le rythme de leur vie avec celui de la nature, en respectant le corps de la femme. Ils ignorent ce qu’est le monde virtuel et évolue plutôt vers la sagesse, le respect et la considération.



Les Africains non boursiers qui sont venus étudier en Belgique (Europe) n'ont-ils pas peur de retourner dans leur pays ? Peur de ne pas être à la hauteur, peur de la famille... ?

Tout cela est possible. Un étudiant boursier qui est resté plusieurs années en Europe sans retourner dans son pays n'entend le plus souvent que des informations négatives sur l'Afrique. Les images que lui renvoie la télévision renforcent ces messages. Autour de lui, il est souvent identifié à l'image de la télévision. Des paroles telles que « tu as fui la misère » ne manquent pas de sortir de temps en temps. Croyez-vous que cela donne envie de retourner en Afrique ? Notre étudiant va évidemment se poser la question si cela en vaut la peine. S'il y avait plus d'informations positives et encourageantes sur l'Afrique, je pense que beaucoup d'Africains vivant médiocrement en Europe auraient envie d'aller tenter leur chance dans leur pays d'origine.

Je reconnais que le poids de la famille qui joue aussi et provoque des fuites. Tant qu'il y aura des inégalités profondes entre les membres d'une même famille, surtout au niveau de l'instruction et donc des revenus, ce problème ne peut que s'aggraver.



© Mutsa Nzimga Sandombe

La coopération au développement doit-elle renforcer le système actuel de bourses pour étudiants ? Si oui, en faveur de qui/dé quoi ? Si non, comment remplacer le système actuel ?

N'ayant jamais bénéficié d'une bourse d'étude moi-même ni aucun membre de ma famille, je ne sais pas me prononcer à ce sujet.

Vous connaissez très bien la Maison Africaine, un petit mot à ce sujet?

Thierry (ndlr : Van Pevenage, directeur de la Maison) m'a déjà souvent invitée aux activités que la Maison Africaine organise. Malheureusement, la recherche sur les cultures et l'interculture qui continuent à me passionner, l'écriture, la famille et la vie sociale me laissent peu de temps de répondre à ces invitations. Je remercie Thierry et espère qu'un jour je pourrai me libérer pour participer à l'une ou l'autre activité de la Maison Africaine dont j'apprécie l'idéal.

Nous tenons à adresser nos plus sincères remerciements à la Professeure Clémentine Faik-Nzuji pour l'accueil qu'elle nous a réservé, pour la qualité de son intervention et le temps passé à la relecture.



Le projet Mobilité Congo, lancé en 2008, a abouti, ce 1er avril 2011 sur l'organisation, à l'Université Libre de Bruxelles, d'une conférence intitulée :

« **Entreprenariat, facteur clé du développement d'une économie africaine durable** ».

Mené en étroite collaboration avec l'AIPEO (Association Internationale pour le partenariat Entreprises-ONG), ce projet est mené dans une perspective de coopération au développement économique de la République Démocratique du Congo.

Le colloque, ouvert par Monsieur Henri Mova Sakanyi, Ambassadeur de la République Démocratique du Congo auprès de S.M. le Roi Albert II et de l'Union Européenne s'est tenu en deux temps :

- Conférences sur la nécessité et les possibilités de travailler en RDC : les invités issus de divers secteurs (économique, politique, associatif, ...) ont établi la nécessité et les moyens de faire contribuer la diaspora au développement du pays. Le choix des conférences et la qualité de chacune d'entre elles a constitué un réel atout. Les quelques 200 participants ont salué la diversité des sujets et la richesse des échanges;
- Visibilité des opportunités professionnelles en RDC et contacts entre les candidats et les entreprises actives : les entreprises présentes avec un stand avaient la possibilité de rencontrer les candidats à un emploi en RDC. Ce job day a également été un succès malgré qu'il existe en Belgique relativement peu d'offres officielles favorables au retour des étudiants africains dans leur pays d'origine.



Benoit Songa,
Directeur AI-
PEO Canada



Représentante du
Ministère de l'en-
seignement su-
périeur de la
RDC

Nous tenons à remercier la Chambre de Commerce CBL-ACP, la Commune d'Ixelles, Bio Invest, la Coopération belge au développement et les sponsors sans lesquels ce projet n'aurait pas pu être mené.



Sœur Françoise était très attachée à la culture et à la langue Kongo. Certains étudiants s'émerveillaient à l'entendre en manier les images et les proverbes avec beaucoup d'aisance. Mais tous ceux qui l'ont connue à la Maisaf se souviendront aussi de son sourire, de son oreille bienveillante et attentive, de sa personnalité rayonnante et positive.



Notre enracinement africain était le même et je lui suis reconnaissante d'avoir permis ma réintégration à mon retour en Belgique en m'associant à la Banque Alimentaire qu'elle venait d'instaurer à la Maisaf, à ses visites aux malades du sida, à la Saint Nicolas des enfants, à toutes ces petites choses pleines de sens.

Sœur Françoise était bien loin des clichés de la « bonne sœur missionnaire. » Elle avait pourtant passé 28 ans de sa vie dans l'enseignement au Congo.

Sœur Françoise Gildemyn nous a quittés en ce mois de mai ensoleillé. Peut être a-t-elle pu s'en réjouir une dernière fois ? Elle aimait la lumière, la chaleur, les joyeuses retrouvailles. Tout ce qui s'incarnait si bien dans son nom congolais. Sœur Makiese*

Et dans la foulée 20 ans au service de la Maison Africaine et tout autant à AMANI. Elle quitta Bruxelles pour un repos mérité, plutôt subi que choisi d'ailleurs ! Toute sa vie s'est passée au service de l'Afrique et son dernier message faisant écho à notre périodique des 50 ans disait à la fois sa surprise du chemin parcouru et sa confiance dans l'avenir de la Maison. Sœur Makiese, Nzambi Yamba Nge Mbote ! (Que Dieu vous accueille)

Michelle NICOLAY-DEHERDT
Assistante sociale

*Kiese : Joie



La



A

50 ans

Dans le cadre des 50 ans de l'asbl et sous le Haut Patronage de la Reine Fabiola, Madame la Présidente et l'ensemble des Administrateurs ont le plaisir de vous convier à la représentation du spectacle de Suzanne Lebeau

Le bruit des os qui Craquent

Samedi 15 octobre 2011

Spéciale Maison Africaine

Au théâtre de Poche

« Le bruit des os qui craquent » est un texte à deux voix. Joseph et Elikia racontent la fuite et le retour à une vie où ils peuvent grandir comme des enfants ; Angelina, l'infirmière qui les reçoit à l'hôpital, met en perspective cette réalité douloureuse.

Un texte intense et résolument lucide qui concerne tant les adultes que les enfants.

Spectacle mis en scène par Roland Mahauden — joué par deux comédiens congolais

15h30

Spectacle

16h30

*invitation à la
réception,
Concert*

10 €

Réservation

02 649 17 27

ou

reservation@poche.be

Vous voulez renforcer l'un de nos projets

40 EUROS

**POUR UN ÉLÈVE, UN ÉTUDIANT,
POUR L'ÉDUCATION, POUR L'AFRIQUE**

Notre compte

210-0835616-13

Tout don de 40 euros ou plus est fiscalement déductible.



Maison

Africaine